



différences



Mouvement contre le racisme
et pour l'amitié entre les peuples

N°326 // juillet / août / septembre 2023

DOSSIER QUE RESTE-T-IL DU COLONIALISME FRANÇAIS ?

Palais de la Porte Dorée, musée permanent des Colonies, en 1931.
Photo : L. ferreira, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons



03 INTERNATIONAL

Tunisie : la fin du printemps,
le retour de la répression

04 DOSSIER

Que reste-t-il
du colonialisme français ?

21 COMITÉS LOCAUX

Saint-Brévin,
Terre d'Accueil

SOMMAIRE

3 INTERNATIONAL

Tunisie : la fin du « printemps », le retour de la répression.

5 DOSSIER : QUE RESTE-T-IL DU COLONIALISME FRANÇAIS?

Entretien avec Gilles Manceron

Entretien avec
Catherine Coquery-Vidrovitch

Le Palais de la porte dorée

Mayotte, un confetti d'empire

Comment décoloniser
le lexique sur l'« outre-mer »?

Un héritage démographique?

Les colonies sont dans nos rues

Pierre Audin en première ligne
face aux séquelles
du colonialisme en France
et en Algérie

Pour la création
d'un Musée National de
l'histoire du colonialisme
(toujours et encore !)

Soirée-débat à la Sorbonne
sur la montée de l'extrême-
droite dans le monde

21 COMITÉS LOCAUX

Saint-Brévin,
ville d'accueil des migrants

24 NOTES DE LECTURE

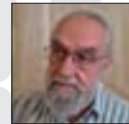
« Différences » / Abonnement annuel : 24 € //
43, bd de Magenta - 75010 PARIS // Tél. : 01 53 38 99 86 -
Fax : 01 40 40 90 98 // Directeur de la publication : Pierre
Mairat // Rédaction : Charles Louvard // Assistants
de rédaction : Isabel Dos Martires // Trésorière :
Martine Matmati // Gestion des abonnements :
Isabel Dos Martires // Conception/Impression :
Marnat - Tél. : 01 47 40 33 10 // Dépôt légal : Juillet 2007

ÉDITO

*Co-Présidents



Kaltoum GACHI*



J.F. QUANTIN*



François SAUTEREY*

COMBIEN PÈSE L'HISTOIRE ?

Le racisme est hélas universel. Mais dans chaque peuple, chaque pays, il a une histoire, et même des histoires, qui lui donnent des caractères spécifiques. Il est important de mieux comprendre ces racines pour mieux détruire leurs conséquences.

Dans un pays comme la France, il y a eu ce qu'on appelle « le premier colonialisme », celui qui a exploité, aux Antilles ou à la Réunion, des millions d'esclaves. Et puis, dans la deuxième moitié de XIX^e siècle, il y a eu la conquête et l'occupation d'immenses territoires en Afrique et en Asie.

Un racisme à prétention scientifique servait de justification à cette domination et cette exploitation de peuples qualifiés d'inférieurs, au pire biologiquement, ou au moins culturellement. Ce long épisode a imprégné plusieurs générations de Français, comme en témoignent les manuels scolaires de l'époque, la presse, la littérature et les célèbres expositions coloniales dont s'enorgueillissaient alors nos métropoles. La question qui se pose aujourd'hui à nous est de mesurer le poids que pèse encore ce lourd passé, encore récent, dans notre société, matériellement et idéologiquement. Ce passé affiche encore sa présence, lorsque des courants politiques cèdent, en 2005, au

détour d'une loi, à la nostalgie d'un « rôle positif de la colonisation ».

Certains tentent même encore, ici ou là, de réhabiliter les « héros » de l'OAS, sinistres criminels ! Mais surtout, ce que se propose ce numéro de Différences, c'est d'entrevoir les replis de notre société et de notre environnement qui portent encore en eux les traces du colonialisme.

N'est-il pas encore présent dans la composition même de notre population, dans notre environnement urbain le plus quotidien, dans notre langage lui-même et bien sûr dans notre vision du monde et de l'humanité ? Entrevoir, disons-nous, car connaître ce passé et comprendre ses conséquences relève d'un vaste programme à la fois scientifique et d'éducation populaire. Ce travail s'ébauche ici ou là depuis un certain temps, mais il doit devenir l'objet d'une vraie politique publique.

Le MRAP y participe dans son travail d'éducation populaire de proximité. Mais il pense aussi que la création d'un musée de l'histoire du colonialisme donnerait une autre dimension à cette tâche historique, comme le Musée de l'histoire de l'immigration l'a fait dans son domaine. Le MRAP porte ce projet. ❖

Gorée, Maison des esclaves Anna Colas.
Source : wikipedia commons CCA 2.0



Sit-in à Tunis en 2011. Photo : Leomoros, CC BY-SA 3.0, via Wikimedia Commons



TUNISIE : LA FIN DU « PRINTEMPS », LE RETOUR DE LA RÉPRESSION

L'embellie démocratique post-révolution a laissé place à une chape de plomb, digne des sombres heures d'avant la décennie de 2011.

Des sortes d'apprentis sorciers surfent sur l'insatisfaction profonde qui couvait ont mis fin à cette embellie, la taxant d'illégitime. Ceci étant, la diabolisation du processus démocratique comme de ses acteurs (partis, associations, institutions, figures emblématiques) n'a jamais vraiment cessé. Elle s'est amplifiée au rythme des erreurs et des trahisons des dirigeants successifs, confortée il est vrai par des voisins méfiants voire hostiles et par une UE frileuse, obsédée par la sécurisation de ses frontières.

Élu en 2019, Kaïes Saïed, par son coup de force du 25 juillet 2021 a ainsi sonné le glas d'un paysage politique en recomposition que le COVID est encore venu percuter.

Quant aux oppositions qui ont vu le jour à partir de 2011, elles n'ont pas de prise réelle sur la réalité et donc pas d'offre politique viable apte à rallier les citoyens échaudés par la gestion de cette période post-révolution.

Elles sont extrêmement fractionnées entre celles qui ne veulent pas entendre parler d'un retour à l'avant 25 juillet et celles qui exigent le retour à la légalité de 2014.

Un président irresponsable

La nouvelle constitution adoptée à 90 % des votants (moyennant un taux de participation de 30 %) le 25 juillet 2022 au terme d'un référendum orchestré par une instance électorale aux ordres et boycotté par la plupart des partis politiques, rétablit des procédures d'exception portant atteinte aux principes généraux d'un procès équitable. Elle supprime les garanties et les institutions relatives aux droits de l'homme. Elle ne mentionne pas les droits de l'homme et l'égalité hommes-femmes. Elle supprime le caractère civil de l'État, la liberté de conscience et ajoute un article 5 qui stipule que « la Tunisie fait partie de la « Oumma islamique »... l'État seul est tenu « d'œuvrer, dans un régime démocratique, à la réalisation des vocations de l'islam authentique qui consistent à préserver la vie, l'honneur, les biens, la religion et la liberté ». Bref, il s'agit d'une constitution qui consacre le principe de la suprématie d'un président irresponsable, au-dessus des lois, compte tenu de l'absence de tout contre-pouvoir. Une loi électorale sur mesure marque la fin de la parité verticale, modifie substantiellement le découpage électoral, amenuise le caractère national

du mandat de député et met fin au financement public. Malgré la mobilisation de tous les moyens de l'État, les élections législatives des 17 décembre 2022 – 29 janvier 2023 est un échec retentissant : boycottées par les principaux partis politiques, elles ont donné lieu à un record mondial d'abstention (89%). La dissolution des conseils municipaux est venue couronner ce dispositif autocratique en remplaçant ces derniers par des délégations spéciales nommées par le gouvernement et sans qu'aucune date de nouvelles élections ne soit fixée.

La perversion du droit

Le dispositif juridique arbitraire mis en place s'appuie sur un état d'urgence régulièrement prorogé qui donne des pouvoirs étendus au ministère de l'Intérieur pour perquisitionner les domiciles de jour comme de nuit et décider d'assignations à résidence. Il repose aussi sur un texte liberticide au motif de lutter contre la propagation des « fausses nouvelles ». Last but not least, il instrumentalise la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent pour décider de la garde à vue de 15 jours, du droit à un avocat qu'aux termes de 48h, de la détention provisoire jusqu'à 14 mois et la protection des « informateurs ». Sans parler des articles du code pénal relatif à la sûreté de l'État et à l'atteinte à un fonctionnaire public auquel il est fait largement usage.

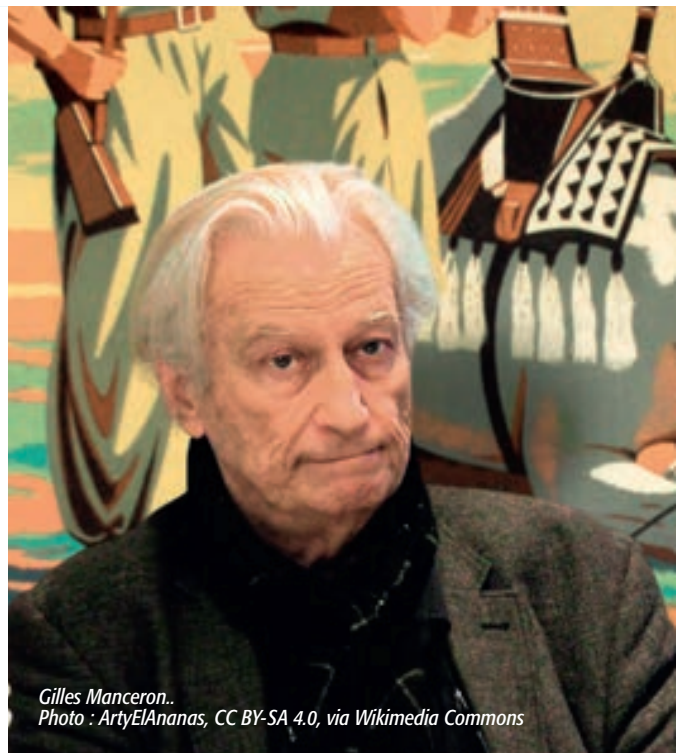
Depuis février 2023 on assiste donc à un retour de la répression avec pour cibles des opposants pacifiques dont une femme, Chaïma Aïssa, première détenue politique en Tunisie, la direction du parti islamiste Ennahdha, les magistrats, les avocats, les journalistes. Mues par un esprit de revanche, les forces de sécurité ont toute latitude pour s'en prendre impunément aux activistes politiques et de la société civile aussi, aux protestations de la population, aux migrants subsahariens à la communauté LGBTQAI+. ::

Kamel Jendoubi,
membre du CRLDHT
(Comité pour le respect des Libertés et
des Droits de l'Homme en Tunisie)

ENTRETIEN

avec
Gilles
MANCERON

Gilles Manceron, historien, spécialiste de l'histoire coloniale et de ses traces, co-anime le site histoirecoloniale.net



Gilles Manceron..
Photo : ArtyElAnanas, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons

« Parler encore du colonialisme ou même de ses « restes » dans la France d'aujourd'hui, c'est inutile et dépassé. » Voilà ce que l'on entend parfois. Qu'en pensez-vous ?

Cela s'entend en effet depuis des années : « On répète, on ressasse ! » disent certains. Alors que c'est exactement le contraire. Après avoir été vantée, essentiellement sous la 3^e République, enseignée, largement diffusée par la propagande, cette page coloniale est passée à la trappe, a été exclue de la mémoire collective. De cette période de la République, qui a été riche en pages glorieuses, comme la Révolution française ou la loi de 1905 par exemple, on a voulu écartier, retirer le souvenir de ce moment. Quand certains ont enfin commencé à en parler, on a donc aussitôt dit « encore ! », alors qu'il ne s'agissait pas d'« encore » mais d'« enfin » ! Et toute une campagne a été lancée dans ce sens.

Une anecdote personnelle pour illustrer : en 1998, 150 ans après l'abolition de l'esclavage, quand après la marche organisée cette année-là, on a enfin commencé à sortir un certain nombre de livres qui disaient la réalité de l'esclavage, une personne, découvrant devant moi ces livres sur l'étal d'une librairie, s'exclamait « encore ! », comme si ça la choquait qu'on parle enfin d'un problème que la France occultait.

Un mot revient pour dénigrer ce regard enfin porté sur cette période : la repentance. Là encore, qu'en pensez-vous ?

C'est un mot utilisé, mis en avant par des gens qui sont dans la poursuite du déni, des gens qui veulent faire comme si cet épisode n'avait pas existé, marqué notre société en profondeur... On reviendra sur cet aspect...

Des personnalités politiques, une frange d'intellectuels s'adressent à nos contemporains, en leur disant : « Vous n'avez pas été coupables de ces crimes, vous n'avez pas assassiné, torturé. On veut vous obliger à battre votre coulpe, à avoir honte de l'histoire française. » Pourquoi devraient-ils battre leur coulpe, alors qu'ils n'étaient évidemment pas nés à ces périodes de notre histoire. Pourquoi avoir honte de notre histoire, alors que, je l'ai déjà dit, nous savons évoquer ses pages positives. Il ne s'agit pas de se repentir.

Il faut simplement cesser le déni, regarder les choses en face, contrairement à ce que l'on a longtemps fait, par exemple en inscrivant très tôt, dès les années 60, la deuxième guerre mondiale dans les livres d'histoire, alors qu'on a attendu 1985 environ pour parler de notre période coloniale en 3^e et en terminale. D'ailleurs parler de cette période, permettra aussi de

rappeler que des contestations, qui sont certes restées minoritaires, ont toujours existé au sein de la société française, même au temps de Colbert. Pensons aussi à l'opposition à la guerre d'Algérie, où nous honorons ceux qui ont su rester lucides.

Je continue et je finis avec les mots et les idées que l'on entend et dont il faut prendre le contre-pied. Victimization. Les descendants de ces populations qui ont subi les méfaits de cette période, on va les encourager à se victimiser, on va les monter contre la France en parlant de tout cela...

C'est un argument que l'on a entendu, je pense par exemple autour du dévoilement de ce qu'a été le 17 octobre 61, cette répression meurtrière que l'on a nié pendant des années. Quand on a commencé à en parler, et le Mrap a d'ailleurs pris toute sa place dans cette reconnaissance, il y a eu des débats jusque dans l'Éducation nationale.

Je me souviens, la Gauche était au pouvoir et Jack Lang ministre, quand j'ai participé à l'un d'eux. Un inspecteur général a argumenté dans ce sens: attention de ne pas réveiller la haine contre la France. Il a été contesté dans cette analyse. On lui a répliqué que ces élèves seraient au contraire satisfaits de voir enfin la France, leur pays, reconnaître une page de son histoire, qui est moins glorieuse que d'autres.

Réjouissons-nous avec la masse de la société française de la Révolution, de l'invention des droits de l'homme, de la laïcité, de la démocratie, de l'émancipation des femmes, bien qu'elle ait été bien longue et difficile, et réjouissons-nous aussi de la lucidité dont la France fait preuve vis-à-vis de cette page sombre de son histoire.

J'ai d'ailleurs éprouvé cette réaction positive en tant qu'enseignant devant mes élèves de terminale : enfin un prof qui nous parle de ce qu'on entend dans la famille, par exemple sur la guerre d'Algérie.

Après avoir évoqué certains faux arguments qu'il faut savoir démonter, venons-en enfin au positif, même si cela amène des répétitions. Pourquoi est-il indispensable de parler aujourd'hui, comme nous le faisons avec ce dossier, des traces du colonialisme français ?

Il faut en parler justement pour effacer les traces que cette histoire a laissées dans notre société, des traces difficiles à effacer. Elles perdurent dans différentes habitudes administratives, différents comportements dans certains corps ; je pense notamment à la police, mais il n'y a pas qu'elle.

Il faut « *Sortir du colonialisme* », comme le demande cette excellente initiative de diverses associations, dont le Mrap d'ailleurs. Les indépendances ne nous ont pas fait sortir du colonialisme. Les indépendances se sont parfois accompagnées de systèmes, je pense par exemple à la « *Françafrique* », qui sont un renforcement du lien colonial.

Prenons un pays comme le Gabon, le nombre de résidents français, d'entreprises françaises, a brutalement augmenté après l'indépendance, notamment dans des secteurs comme le bois, le pétrole.

C'est un accroissement de la colonisation qui s'est produit après les indépendances. La colonisation est un problème historique, et c'est pourquoi nous soutenons l'idée de la nécessité d'un musée, mais c'est aussi un problème actuel. Je reviens sur ce système « *Françafrique* » dont je parlais ; il est sérieusement remis en cause, au Burkina, au Mali par exemple, par des populations qui disent qu'il faut en finir avec ce type de lien.

Puisque vous parlez de la « *Françafrique* », on nous dit pourtant depuis longtemps que c'est fini...

Non, on a commencé par dire que ça n'existait pas. Vous le savez, c'est François-Xavier Verschave qui a inventé ce terme, avec son association « *Survie* », pour dénoncer cette réalité. Son travail a d'abord été contesté, puis, à force, les présidents ont été amenés à changer de discours et à dire : « *Oui, peut-être, mais maintenant, c'est fini.* » Et à voir le nombre de répétitions de ce genre d'affirmations, cela montrait que ça continuait.

Vous voyez d'autres traces ?

Bien sûr. On pourrait évoquer le racisme. Il y a plusieurs branches du racisme. L'antisémitisme, toujours présent, l'antitsiganisme qu'il ne faut pas oublier. Ils ont une autre origine, une autre histoire. Mais le passé colonial est l'une des composantes

importantes du racisme aujourd'hui : c'est le racisme de la couleur. Il a commencé au début du 19^e siècle avec Bonaparte, quand il a rétabli l'esclavage, en avançant l'idée qu'il fallait considérer les Noirs comme des êtres inférieurs. Par la suite, on a toujours retrouvé cette idée de justifier l'exploitation par une infériorité raciale. Je cite toujours ce livre « *Le tour de la France par deux enfants* », qui présentait cette fameuse gravure des soi-disant quatre races, et qui a été le manuel de lecture de 5 générations successives, y compris celle qui est partie faire la guerre en Algérie. La « *race* » blanche y était bien-sûr présentée comme « *la plus parfaite* ». Cette imprégnation de 5 générations est importante dans la construction du racisme.

D'autres traces encore ?..

Oui, on pourrait penser à Mayotte. Une partition, le retrait d'un morceau des Comores, en dépit des promesses faites et du

G. Bruno, *Le tour de France par deux enfants*, Librairie classique Eugène Belin, Paris, 1884, P. 188



« Les quatre races d'hommes ».

- ➔ **La race blanche**, la plus parfaite des races humaines, habite surtout l'Europe, l'Europe, l'ouest de l'Asie, le nord de l'Afrique, et l'Amérique. Elle se reconnaît à sa tête ovale, à une bouche peu fendue, à des lèvres peu épaisses. D'ailleurs son teint peut varier.
- ➔ **La race jaune** occupe principalement l'Asie orientale, la Chine et le Japon : visage plat, pommettes saillantes, nez aplati, paupières bridées, yeux en amandes, peu de cheveux et peu de barbe.
- ➔ **La race rouge**, qui habitait autrefois toute l'Amérique, a une peau rougeâtre, les yeux enfoncés, le nez long et arqué, le front très fuyant.
- ➔ **La race noire**, qui occupe surtout l'Afrique et le sud de l'Océanie, a la peau très noire, les cheveux crépus, le nez écrasé, les lèvres épaisses, les bras très longs.

ENTRETIEN AVEC Gilles Manceron *suite et fin de la page 05*

droit international, qui conduit directement aux problèmes d'aujourd'hui.

Quittons l'international, mais restons dans les sujets d'actualité sur le dossier : la question du « déboulonnage » des statues, qu'en pensez-vous ?

Il faut que l'espace public, avec les statues et les noms de rue, soit à l'image des valeurs que l'on veut porter dans la société, en disant vis-à-vis de nos contemporains les personnages à honorer, ceux dont il faut se souvenir. Dans ce cadre, de nouveaux noms sont à mettre en avant avec des personnages qui ont joué un rôle dans la prise de conscience de la colonisation, de l'esclavage et de la nécessité d'y mettre fin. On a proposé de mettre les noms de Josette et Maurice Audin à la place de Gallieni, colonisateur particulièrement violent de Madagascar, pour une station de métro, porte de Bagnolet. Ce travail a déjà commencé ; je pense à cette école de Marseille récemment débaptisée : on a remplacé le nom de Bugeaud, ce massacreur de l'Algérie, par celui de Ahmed Litim, tirailleur algérien de 24 ans, tué par les occupants nazis lors de la libération de Marseille. Les statues procèdent de tout cela, mais il ne faut pas forcément les supprimer. Je pense à la statue de

Faidherbe, administrateur du Sénégal, érigée à Lille. Je ne suis pas certain qu'il faille la détruire. Il vaut mieux l'entourer d'éléments explicatifs et mettre à côté ou ailleurs dans la ville des personnages qui ont combattu la colonisation.

À Bristol, en Angleterre, la statue d'un esclavagiste fiéffé a été balancée dans le port. Depuis, elle a été repêchée et mise dans un musée ; c'est davantage sa place.

Est-ce que demander la vérité sur le passé colonial, insister sur les traces de la colonisation dans notre société d'aujourd'hui, notamment ce racisme de la couleur, est-ce que cela ne nous écarte pas des problèmes sociaux, disons de la lutte des classes ?

Je dirais que non. Il faut aborder les problèmes sociaux qui sont à l'origine d'injustices, de discriminations, d'un maintien sous domination de populations de toutes origines, pas forcément d'origine coloniale. C'est essentiel, mais attention de ne pas voir uniquement ce problème social, au mépris du problème colonial, qui introduit avec le racisme cette autre forme d'injustice extrême. C'est un débat qui traverse la gauche française depuis sa naissance au début du 19^e. Je pense à l'opposition

Guesde /Jaurès, le premier représentant un courant disant : « *Colonisons le Maroc, étendons ainsi le socialisme à ces territoires* », l'autre, dans les dernières années de sa vie certes, revendiquant le droit de vote pour tous les algériens. Il faut que la gauche française jette un regard critique sur son histoire, reconnaisse que les pouvoirs spéciaux à la SFIO de Guy Mollet, votés en 1956, même par les communistes, ont été une tragique trahison.

Nous arrivons à la fin de notre entretien. Voyez-vous un élément à ajouter, une question à aborder pour conclure ?

Oui. Je voudrais revenir sur la question que vous m'avez posée au début, en me demandant mon avis sur le mot « *repentance* ». Il est un autre mot aujourd'hui qui joue un rôle à peu près équivalent, c'est le « *wokisme* ». C'est l'invention d'un péril qu'on veut désigner pour empêcher de traiter le vrai péril. **Le vrai péril, c'est le racisme. Ils inventent un truc pour dire : les racistes, ce sont en réalité... les antiracistes !** ::

Propos recueillis par Jacques Vénuleth

ENTRETIEN avec Catherine Coquery-Vidrovitch

Reprise d'un entretien accordé par Catherine Coquery-Vidrovitch à RFI et que nous reproduisons avec son autorisation.

RFI : Dans le choix de l'Afrique, on découvre tout d'abord votre enfance, celle d'une petite fille juive pendant la Seconde Guerre mondiale. Comment est-ce que cette enfance a contribué à vous amener à l'histoire africaine ? Catherine Coquery-Vidrovitch : J'étais enfant - j'avais entre 4 et 9 ans - mais ce qui

m'a guidée, c'est la sensibilité à ce scandale épouvantable qu'est le racisme... racisme que j'ai connu, bien entendu. J'avais une copine, en venant de classe, qui me disait : « *Tu sais, les juifs, on les reconnaît à l'odeur, tellement ils sentent mauvais* ». Et moi, je lui disais : « *Raconte-moi quelle odeur ils ont, pour que je puisse les reconnaître* »,

alors que je l'étais... Et je me suis dit : c'est pareil. En réalité, les Africains, dans la colonisation, ont été occupés, comme nous avons été occupés. Nous avons été occupés par les nazis et les Africains par les colonisateurs. C'est à dire qu'ils n'avaient pas de pouvoir, ils n'étaient pas reconnus... Ce n'était plus leur pays. Et je me

ENTRETIEN AVEC Catherine Coquery-Vidrovitch

suite et fin de la page 06



Catherine Coquery Vidrovitch

Photo : Ji-Elle, CC BY-SA 3.0, via Wikimedia Commons.

La France a des difficultés à se débarrasser de ses vieux oripeaux coloniaux. Vous indiquez dans votre ouvrage, que début 2000, on a encore, dans les milieux intellectuels et médiatiques, tendance à prendre la défense de la colonisation...

Ah oui, bien sûr ! Au début du XXI^e siècle, vous aviez encore beaucoup d'historiens de l'époque coloniale et spécialisés en histoire de la colonisation, qui pensaient qu'il fallait plutôt être très discret ou silencieux sur tout ce qui n'était pas honorable pour l'histoire française. Or, le point de vue de l'historien n'est pas un point de vue moral : il essaie de comprendre pourquoi tout ceci a eu lieu. Que ce soit bien ou mal, on met cette question-là de côté, même si on a son avis, bien entendu.

On assiste à la montée d'un sentiment anti-français dans plusieurs pays du continent. Quelle lecture faites-vous de ce mouvement de rejet, à la lumière de ce que vous avez observé du continent ?

Vous pouvez avoir d'un côté une méconnaissance de l'histoire, qui va tendre à dire que tout est la faute de la colonisation. Beaucoup de choses sont la faute de la colonisation. L'héritage colonial est un héritage complexe. Seulement, tout ne résulte pas de la colonisation. C'est une réponse insuffisante. Il y a, dans ce sentiment anti-français, des raisons objectives.

D'abord, les maladresses de la diplomatie et de la politique française. Jusqu'à très récemment, celle-ci a été de type France-Afrique néocoloniale, avec une pointe de mépris sur les partenaires, ce qui fait qu'ils réagissent violemment. Des deux côtés, cela repose sur une absence de connaissance. Le racisme, c'est le mal absolu. Or, il est sous-jacent partout et présent du côté occidental, pratiquement toujours... Y compris dans les initiatives politiques les plus louables.

Il y a quand même l'idée de dire : on va vous montrer qu'on est meilleurs. Nous, on est plus intelligents, nous on est Européens, etc. Et puis il existe aussi, bien sûr, du côté africain, tout pareil, mais dans l'autre sens. C'est contre cela qu'il faut lutter. ❖

suis sentie en sympathie avec tous ces gens colonisés, comme j'avais été méconnue dans mon enfance... toute petite, mais très consciente de l'être.

Quels étaient les préjugés qui existaient sur l'Afrique dans le milieu universitaire, quand vous avez commencé à la recherche ?

J'ai beaucoup entendu : l'histoire de l'Afrique n'existe pas. C'était absurde. Les Africains avaient leur histoire, qui n'avait pas été écrite, mais elle était dite. On s'en souvenait... Et c'était fascinant d'essayer de reconstituer et de comprendre tout ce qui avait été méconnu, en particulier par les chercheurs français. Et cela aussi me plaisait beaucoup : le fait de ne pas avoir été tout à fait comme les autres faisait que je n'avais pas envie de faire comme les autres.

Vous faites votre premier terrain en Afrique subsaharienne en 1965. On est frappé, à vous lire, par le compor-

tement des fonctionnaires français et des chercheurs que vous rencontrez sur place.

Absolument. Kwame Nkrumah, qui était le président du Ghana à cette époque, avait défini ce que c'était. Il appelait cela le néo-colonialisme. Effectivement, c'étaient des néocoloniaux. Quelquefois, je me pinçais en me disant : mais nous sommes en 1880 ou nous sommes en 1965, cinq ans après l'indépendance ? Cela dépendait - je pense - du pays.

C'était moins visible au Sénégal, mais au Gabon et en Côte d'Ivoire, où je suis allée aussi à cette époque, c'était un racisme naturel qui s'exprimait dans le langage et ne cherchait même pas à se cacher... Pas pour tout le monde, bien entendu. Mais disons que la majorité des civils, des fonctionnaires, des politiques - y compris chez les chercheurs d'ailleurs - m'avait vraiment surpris par des réflexes hérités et souvent inconscients, de gens par ailleurs tout à fait généreux.

LE PALAIS de la PORTE DORÉE

Construit à l'occasion de l'Exposition coloniale internationale de 1931, ce monument à l'architecture unique est à présent le Musée National de l'Histoire de l'Immigration. Un lieu qui aurait peut-être dû devenir, dès le départ, le Musée National de l'Histoire du Colonialisme!

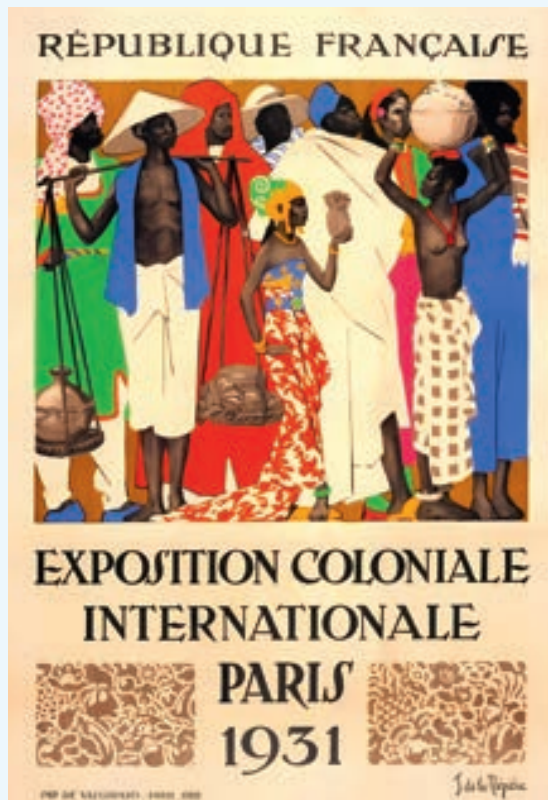
Ce palais, baptisé Porte Dorée, car situé à l'orée du Bois de Vincennes, a une histoire un peu tourmentée, et il est surtout riche de symboles et d'enseignements

Mis en chantier dès 1928 en prévision de l'Exposition Coloniale Internationale de 1931, en matériaux durables, il était destiné à devenir en premier lieu « *Le Palais Permanent des Colonies* ».

Un nom clairement évocateur de l'histoire coloniale de la France, donc, mais le cours de l'Histoire, avec l'aspiration à l'indépendance des Colonies et leurs luttes pour l'émancipation de la tutelle de la puissance coloniale, en décida autrement. D'abord Musée des Colonies et de la France Extérieure, puis Musée de la France d'Outremer, il devint en 1960, faute de Colonies, le Musée des Arts Africains et Océaniens.

Après le départ de son fonds vers ce qui devint le Musée du quai Branly, il accueille en 2007, la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration, sous Nicolas Sarkozy, qui crée la même année le surprenant Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et

du Codéveloppement. Ce nouveau changement de cap, du coup, suscita une vague de démissions dans l'équipe scientifique de la Cité, qui devra attendre 2014 pour se voir inaugurée par François Hollande.



Affiche de l'exposition coloniale de 1931
Joseph de La Nézière, Wikimedia Commons CCA 2.0

Un Musée controversé

Malgré la qualité des directions successives, des équipes en place et des programmes élaborés, ce ne sera pas la fin des difficultés et des controverses auxquelles devra faire face ce lieu, jusqu'aux polémiques récentes qui ont suivi la campagne publicitaire utilisant Louis XIV pour illustrer la richesse de l'apport de l'immigration à la France. Peut-être une raison très simple est-elle à l'origine de ces difficultés et controverses : cet établissement à l'identité changeante au fil des alternances de Ministères ou de Présidents ne pouvait avoir au bout du compte qu'une destination : celle d'être un Musée de l'Histoire du Colonialisme, mais aucun pouvoir, de quelque bord politique qu'il fût, ne se risqua à se lancer dans l'entreprise, hier pas plus qu'aujourd'hui..

La chose est d'autant plus regrettable qu'en accueillant l'histoire de l'immigration, on l'invitait à parler d'un sujet proche du colonialisme, mais auquel l'immigration dans son ensemble ne pouvait pas être réduite, ne devait surtout pas être réduite, au risque de conforter ce concept discriminant récemment inventé d'« issu(e) de l'immigration », qui ne s'adresse plus qu'aux jeunes héritiers d'une immigration coloniale proche ou lointaine.

Un bâtiment conçu à la gloire de l'aventure coloniale de la France

Au moment de sa conception, le Palais était clairement destiné à la propagande coloniale, une propagande de longue durée, comme nous le verrons plus loin avec un exemple précis. Et il faut reconnaître que, dans un premier temps, cet objectif a été largement atteint, en accompagnant le succès populaire phénoménal de l'Exposition coloniale. Au point qu'aujourd'hui encore, selon une formule utilisée par une responsable de la recherche du musée : « *C'est un musée hanté par le passé colonial* ». Une affirmation que semble partager M. Pap Ndaye, quand, encore directeur de l'établissement, il déclarait dans *Le Monde* : « *C'est un lieu parfait pour parler de colonisation* ». Le lieu exprime d'ailleurs si clairement l'idéologie coloniale que certains craignent



Inauguration du Musée permanent des colonies le 16 mai 1931, dans le cadre de l'Exposition coloniale internationale de Paris. À gauche, Victor Beauregard souhaite la bienvenue à Paul Reynaud, ministre des colonies et à Marcel Olivier, ancien gouverneur général de Madagascar et co-organisateur de l'Exposition avec le Maréchal Hubert Lyautey. Photo : Agence ROL, 1931, Public domain, via Wikimedia Commons.

qu'il ne puisse pas être « détourné », c'est-à-dire décrypté. Un travail d'explication sera certes indispensable, mais le discours est si excessif et décalé de la réalité que, les années et les leçons de l'histoire aidant, il devrait simplement donner à voir l'état d'esprit d'une époque révolue.

Un regard sur une époque révolue

Le magnifique bas-relief qui couvre et déborde la façade extérieure, ainsi que les fresques des salons intérieurs, nous immergent dans le rêve et/ou le mensonge colonial : un paradis exotique, dont les êtres charmants et généreux qui l'habitent, acceptent de partager librement les fruits avec nous, qui leur offrons notre savoir scientifique et technique.

Loin de l'esclavage, du travail forcé et du pillage des ressources naturelles des pays colonisés, on est dans un rêve baudelairien, « Là, tout n'est qu'ordre et beauté, Luxe, calme et volupté », dans le prolongement des affiches de propagande coloniale qui invitaient les éléments les plus assoiffés d'aventure de la jeunesse à rejoindre ces contrées, sous l'uniforme de troupes coloniales forcément glorieuses et dispensatrices de civilisation.

Si l'on veut bien se décaler un peu et observer le mur Ouest, aujourd'hui en partie caché par les arbres et trop souvent oublié, on découvre une immense dédicace aux acteurs de l'œuvre coloniale en cours d'accomplissement :

« À SES FILS QUI ONT ÉTENDU L'EMPIRE DE SON GÉNIE ET FAIT AIMER SON NOM AU-DELÀ DES MERS, LA FRANCE RECONNAISSANTE. »

Un témoignage vivant de l'idéologie colonialiste

Quand on détaille, on décrypte ainsi plusieurs facettes de l'idéologie du moment. Laissons l'historien Gilles Manceron relever la première dans la brochure « *Traces de l'histoire coloniale* » éditée par le Musée de l'immigration lui-même : cet « ...immense tableau d'honneur de cent cinquante-neuf noms d'artisans de la colonisation, dont les deux tiers ont vécu sous l'Ancien Régime, apparaît comme une sorte de réponse au Panthéon républicain.

Alors que le Panthéon se voulait un temple de la République, rendant hommage à ceux qui ont servi ses valeurs, le Musée Permanent des Colonies a orienté vers Paris une façade qui rend surtout hommage au projet d'expansion de la France, porté pendant des siècles par la monarchie. Le Panthéon avait accueilli en 1889 plusieurs hommes de la Révolution, puis des personnalités comme Zola (1908) et Jaurès (1924), mais aucun chef militaire de la Grande Guerre, ni aucun héros de la politique coloniale...

La différence entre cette façade du Palais et le Panthéon illustre deux visions de la République, celle de la République coloniale qui s'est voulue continuateur du projet de la monarchie et de l'empire,

et celle des républicains qui percevaient le projet colonial comme problématique par rapport aux valeurs républicaines. »

Et il conclut : « Ce débat entre deux conceptions de la République reste présent dans la société française post-coloniale du XXI^e siècle. »

La République coloniale triomphe

Notons ensuite que la première colonne commence avec Godefroy de Bouillon (1058-1100) et intègre les acteurs des Croisades. Là aussi, la République coloniale, quelques années après la loi de 1905, a triomphé. Le maréchal Lyautey, commissaire général de l'exposition, a exigé et obtenu la présence des missions religieuses de l'époque sur le site. L'aspect religieux était ainsi intégré à l'« apport civilisationnel ».

Autre marqueur visible de la société de l'époque : on ne retrouve qu'une seule femme, une religieuse, Anne-Marie Javouhey (1779-1851) dans la liste des 159 noms. Soulignons enfin l'espace conséquent laissé libre à droite (cinq colonnes, trois courtes, deux longues) pour graver d'éventuels nouveaux noms sur le long terme. Les indépendances à venir, même pas trente ans plus tard pour certaines, n'étaient nullement anticipées.

Un travail de mémoire sur une idéologie raciste et réactionnaire des siècles passés

Depuis plusieurs années ce travail d'utilisation de l'édifice pour illustrer, faire en quelque sorte toucher du doigt l'idéologie d'une époque est entamé, et remarquablement prolongé autour de l'historien Patrick Boucheron à l'occasion de la récente réouverture. On est loin de cette période où certains cherchaient « à adoucir le message sur la colonisation dans le projet scientifique et culturel de l'établissement ».

Mais nous sommes toujours dans un Musée National de l'Histoire de l'Immigration, histoire d'ailleurs superbement racontée avec le nouveau programme. Le même message serait tellement plus clair si le lieu accueillait enfin un Musée National de l'Histoire du Colonialisme. ::

Jacques Vénuleth

MAYOTTE, UN CONFETTI de l'Empire

Mayotte a fait une apparition inhabituelle, en ce printemps 2023, sur le devant de l'actualité. Darmanin y a déclenché une opération qui se veut spectaculaire : le *Wuambushu*, qui affiche l'ambition de démolir les bidonvilles, d'expulser massivement les étrangers et de mettre fin à la délinquance. Tout simplement ! Nous avons eu l'occasion de rencontrer, dans le cadre d'une radio locale (Radio Déclic), un enseignant métropolitain, Samir, en poste depuis 4 ans dans un lycée professionnel de ce territoire. Nous avons enregistré une heure d'entretien qui peut être écoutée sur le site radiodeclic.fr.

En voici un résumé.



Musée de Mayotte - Photo : Jean-Pierre Dalbéra, Paris, France - CC BY 2.0, Wikimedia Commons.

RD – Bonjour Samir. Peux-tu d'abord nous rappeler l'histoire de ce territoire, peu connue de beaucoup de gens ? C'est un vestige de l'Empire colonial français, n'est-ce pas ?

L'archipel des Comores se compose de 4 îles principales, dans l'Océan indien, entre l'Afrique et Madagascar. Sa population est d'origine très composite, venue d'Afrique, d'Inde, de Madagascar, du monde arabe. Elle a une certaine unité

culturelle, mais cet archipel n'a jamais constitué un État unifié. Au contraire, c'étaient 4 sultanats indépendants et même rivaux. En 1841, le sultan de Mayotte, d'origine malgache, se sentant menacé par les 3 autres, se met sous la protection de la France ... en lui vendant tout simplement son île ! Profitant de cette aubaine, la France annexera ensuite les autres îles et les intégrera à son empire colonial, sous forme d'une annexe de Madagascar. L'administration française occupe tout

d'abord Mayotte, principalement à des fins militaires, puis agricole, mais finira par la négliger après un cyclone terriblement destructeur en 1898, qui portera un coup fatal aux infrastructures construites : les dégâts étant trop importants pour qu'une reconstruction soit rentable au vu de la production agricole de l'île, les mahorais seront donc pour ainsi dire abandonnés par la métropole.

En 1946, les Comores deviennent un « Territoire d'outre-mer ». Celui-ci survit à l'indépendance de Madagascar en 1960, mais la décolonisation le rattrape en 1974. Un référendum ratifie largement l'indépendance des Comores. Mais le clan colonial, encore fort en métropole (et d'ailleurs contre l'avis personnel du Président de la République de l'époque Valéry Giscard d'Estaing), arrive à organiser un référendum séparé à Mayotte, qui confirme à 63 % la volonté de rattachement de cette île à la France.

RD – Comment comprendre ce refus d'indépendance ?

Mayotte avait été la capitale de l'archipel colonisé. Elle y avait acquis certains liens avec la métropole et craignait de se trouver marginalisée par les 3 autres îles dans un nouvel État indépendant. Ce sentiment est encore renforcé actuellement. L'important différentiel de développement entre la France et les Comores et le régime politique peu attractif de cet État engendrent un refus incontestable et très majoritaire chez les mahorais d'envisager le rattachement de Mayotte aux Comores. C'est également vrai qu'un fort mouvement s'est battu, en 2011, pour obtenir la départementalisation.

Il faut dire que l'État comorien, de son côté et depuis son indépendance, a connu une vie chaotique. La France, dans la tradition néocoloniale, ne pouvait admettre que des présidents à son service, et finalement, elle les a renversés ou mis sous la coupe du bien connu mercenaire Bob Denard, qui régnera sans partage sur l'archipel, comme une sorte de proconsul, pendant 12 ans, avant de se voir finalement lâché par la France devant le durcissement du régime. Actuellement le président Assoumani exerce un pouvoir très répressif et le pays reste dans un état de sous-développement désastreux.

MAYOTTE, UN CONFETTI de l'Empire

suite et fin de la page 10

Habitat à Mayotte - Photo : franek2 - CC BY-SA 3.0, via Wikimedia Commons



RD – Alors quelles sont les causes de la crise actuelle ?

Elle éclate en ce moment mais les racines en sont profondes et multiples. Il y d'abord la pauvreté, certes moindre qu'à l'échelle comorienne, mais qui est réelle par rapport à la France. Le taux de pauvreté est de 70 % et le revenu annuel moyen est de 10 000€. Le chômage est massif et la jeunesse, très nombreuse, a un manque total de perspective. Je le vis au niveau de l'enseignement professionnel, secteur dans lequel j'exerce. C'est vrai que souvent, cette jeunesse se tourne vers la délinquance et le système des bandes, créant un réel climat d'insécurité, qui nous pose même un problème éducatif. Mais c'est une erreur d'amalgamer ce climat de violence délinquante et d'en rendre responsables les étrangers. Ceux-ci représentent en effet près de la moitié de la population (en comptant les Comoriens), mais **cette misère et cette dérive touche TOUTE la jeunesse, quelle que soit son origine.** Contrairement à ce qui est souvent sous-entendu, la population des bidonvilles, par exemple, est très mélangée, entre étrangers et Français. **C'est aussi vrai qu'il y a un afflux permanent de Comoriens,** franchissant quotidiennement les 70 Km qui séparent Mayotte de l'île d'Anjouan, dans de petits bateaux de pêche, les *kwassa-kwassa*. **Les expulsions massives quotidiennes semblent inefficaces. Il y a donc dans l'île un vrai problème démographique, avec un millier de naissances par mois.** Les pouvoirs publics ne peuvent objectivement pas suivre. En 1980, il y avait 10 000 élèves, actuellement 100 000.

RD – La solution ne serait-elle pas alors tout simplement d'achever la décolonisation ?

C'est bien sûr l'idée qui vient à tous les esprits qui ont compris le sens de l'histoire. Mais elle est moins facile à réaliser qu'il n'y paraît. D'abord, la population mahoraise de nationalité française y est farouchement opposée. Comme je l'ai dit, elle n'a aucune envie de rejoindre un État comorien en faillite et défend les avantages de l'appartenance à un pays riche, même si ceux-ci, à notre échelle, paraissent maigres. Aux élections présidentielles, Marine Le Pen a fait 60 %. L'actuelle opération *Wuambushu* est soutenue, parfois violemment, par les élus locaux et une bonne partie de la population.

Ce serait pourtant la solution voulue par le droit international. L'ONU n'a jamais reconnu le référendum séparé de Mayotte en 1975 et elle a plusieurs fois confirmé pour cette île le statut de territoire à décoloniser. C'est donc à juste titre que les Comores considèrent que leurs ressortissants circulent librement sur ce qui est leur territoire (en vertu du principe de l'intangibilité des frontières) et c'est aussi à juste titre que les Mahorais avancent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce qui pourrait rendre une perspective de décolonisation possible, ce serait un rapprochement des conditions de vie entre Mayotte et l'union des Comores. Mais c'est évidemment une perspective à très long terme.

RD – L'opération actuelle ne fournira donc aucune solution ?

Non bien sûr. Une simple opération de police ne peut résoudre aucun de ces problèmes. Ce sont des mesures de court terme, qui donnent très peu de résultats et consistent surtout en une opération de communication. La misère des bidonvilles se déplacera, les Comoriens continueront à revenir vers ce qui leur paraît comme un Eldorado et le manque de perspectives engendrera toujours la violence. Les expulsions peuvent même aggraver la situation, elle multiplie le nombre d'orphelins dont les parents sont expulsés et qui sont livrés à eux-mêmes. Globalement, cette dramatisation médiatique et les actions policières qui l'accompagnent ont tendance à radicaliser les positions, celle de soutien d'une part et de résistance d'autre part à l'actuelle intervention brutale. Certains se proposent même d'y participer avec des milices privées, et les risques d'évolution vers une guerre civile ne sont pas nuls.

RD – Il n'y a donc aucune solution ?

Malgré la départementalisation, le droit, à Mayotte, est marqué par un nombre important de dérogations au droit commun. L'une d'elle fait que les titres de séjour accordés à certains migrants ne sont valables... que pour Mayotte ! C'est-à-dire que les résidents légaux à Mayotte y sont bloqués, alors que la majorité souhaiterait tout à fait continuer leur chemin vers la métropole, ou au moins vers La Réunion voisine. Cela allégerait la question démographique de Mayotte. Il est aussi possible de faire les efforts nécessaires pour que les services publics assurent l'offre qu'on attend d'eux. Ne serait-ce que dans le domaine des loisirs et de l'éducation populaire en direction des jeunes »: on a construit des MJC qui n'ont même pas d'éducateurs... il faut ouvrir pour cette jeunesse des perspectives de travail, de culture, de vie.

À moyen terme, un rééquilibrage avec les Comores serait possible, avec un effort massif de développement et des possibilités légales de circulation pour une population qui a de nombreux liens. Mais les quelques groupes qui essaient de réfléchir à des solutions d'avenir sont encore très minoritaires. ::

Jean-François Quantin

COMMENT DÉCOLONISER le lexique sur L'« OUTRE-MER » ?

Jean-Christophe Gay.
Photo : Pymouss
CCBY SA 3.0
Wikimedia
Commons



THE
CONVER
SATION

Texte publié le 9 octobre 2022, sur le site :
The Conversation France
<https://theconversation.com/fr>

Nous croyons à la libre circulation de l'information. Reproduisez nos articles gratuitement, sur papier ou en ligne, en utilisant notre licence Creative Commons.

Vous êtes libres de republier gratuitement cet article en ligne ou sur papier. Nous vous demandons de suivre ces principes de base. Veuillez noter que les images ne sont pas incluses dans cette licence générale car, dans la plupart des cas, nous ne sommes pas le propriétaire des droits d'auteur. S'il vous plaît, n'éditez pas l'article, assurez-vous que vous mentionnez l'auteur, son établissement, et précisez que cet article a été publié par The Conversation France.

Les termes que nous employons pour désigner les réalités liées à l'outre-mer en tant que territoire sont piégés. En effet, ils ont pour toile de fond la colonisation et les utiliser encore fait resurgir la domination qu'elle implique. Le vocabulaire concernant les derniers vestiges de l'Empire colonial français en porte les stigmates.

Comme le faisait remarquer en 1966 Charles Laroche, conservateur en chef des futures Archives nationales d'outre-mer : « L'appellation de France d'Outre-Mer [...] nous est devenue si familière que nous ne mesurons pas tout ce qu'elle contient de philosophie politique, en dehors de sa valeur sentimentale. »

La locution adverbiale « outre-mer » a incontestablement de quoi séduire, renvoyant à la marine à voile, longtemps unique moyen de gagner ces contrées et toujours présente dans le lexique des langues créoles.

Des colonies en filigrane

Dans son sens le plus courant, « *Outre-mer* » désigne un territoire de l'autre côté de la mer. Dans cette acception, la terre entière est *outre-mer*, puisque nous sommes tous l'*Outre-mer* de quelque part ou de quelqu'un. Ce n'est pas ce sens qui l'emporte aujourd'hui, car, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, il va désigner les pays sous domination coloniale européenne.

À partir des années 1930, il va être réduit à ceux soumis à l'autorité de la France. Ainsi, en 1934, l'École coloniale est rebaptisée École nationale de la France d'outre-mer (ENFOM). L'année suivante, le Musée des colonies, construit pour l'Exposition coloniale de 1931, devient le Musée de la France d'outre-mer. En 1946, un « Ministère de l'Outre-mer » se substitue au « Ministère des Colonies ». En 1957, l'Académie des sciences coloniales devient l'Académie des sciences d'outre-mer.

Les « tam-tams » des DOM-TOM

« *Outre-mer* » s'est maintenue grâce aux DOM-TOM, les départements et territoires d'outre-mer, créés en 1946 et qui après la décolonisation de l'Afrique se sont retrouvés être les seuls à porter ce nom, comme dernières « possessions » françaises hors d'Europe : de nombreux toponymes le rappellent (Fort-de-France, Polynésie française, Guyane française, La Réunion...). Et quand bien même, depuis la révision constitutionnelle de 2003, les DOM-TOM n'existent plus avec la transformation des TOM en collectivités d'outre-mer (COM) et du statut à nul autre pareil de la Nouvelle-Calédonie depuis 1998, on continue d'utiliser cet acronyme, désormais substantivé, pour parler de la France d'outre-mer (FOM).

La pérennité de « *domtoms* » est probablement due à sa sonorité, rappelant les tam-tams africains et des ambiances tropicales. « *Outre-mer* » est donc perçu à travers le filtre de l'exotisme dans l'imaginaire de ceux qui habitent la mère patrie.

Un pluriel singulier

Eu égard à la diversité de l'Outre-mer, ne faudrait-il pas mettre la locution au pluriel ? C'est ce qu'a fait le Parlement en 2009 avec le « *Projet de loi pour le développement économique des outre-mer* ». Ce pluriel sans s a été prolongé par la nouvelle appellation du ministère de l'Outre-mer, en 2012, devenu « *Ministère des Outre-mer* ». La généralisation de l'usage du pluriel avec ou sans s, semble traduire une mauvaise conscience vis-à-vis du passé et tente d'expié les ombres de la colonisation en donnant l'impression de prendre en compte la variété des populations. Le singulier, par opposition, devient le reflet d'un regard surplombant depuis Paris, donc un écho de la colonisation. Si « *Outre-mer* » est un toponyme, la FOM est un lieu étrange, éparpillé à travers le monde et dessinant un réseau radial dont le centre est la « *Métropole* ». Pour un Martiniquais ou un Tahitien, la FOM est abstraite. L'Outre-mer est une « *définition exogène* », étrangère à ceux qui en sont originaires. En fait, l'Outre-mer est à la France ce que la province est à Paris. On est Basque, Provençal, Breton ou Alsacien, mais c'est par un séjour à Paris et/ou en adoptant le regard du centre qu'on est un Provincial. D'ailleurs la péjoration de « *province* », de plus en plus remplacé par « *en région* », démontre la gêne vis-à-vis de ce terme, trop évocateur de la domination de Paris. Se dire « *Ultramarin* » participe du même processus de centrage et si la Métropole permet à l'Outre-mer de prendre conscience de lui-même, elle crée également une identité chimérique que certains rejettent, tel Patrick Chamoiseau.

Un rapport centre/périphérie

Le terme « *Métropole* » est de plus en plus remis en question. Il exprime l'idée de domination, celle d'un État sur ses territoires « *extérieurs* ». Il souligne le vieux fonds colonial et l'emploi d'« *Hexagone* » à sa place cherche à dissimuler cette réalité. En 2018, les députés du groupe Nouvelle Gauche, dont Serge Letchimy (Martinique), Ericka Bareigts (La Réunion), Hélène Vainqueur-Christophe (Guadeloupe), Josette Manin (Martinique) et George Pau-Langevin (Guadeloupe), ont déposé un amendement pour que le terme « *Métropole* » soit remplacé par « *France hexagonale* » dans l'article 74-1 de la Constitution, amendement qui a été rejeté en 2021. Il faut toutefois remarquer que si « *Métropole* » reflète une domination qu'on veut masquer, celle-ci

est toujours bien réelle dans des sociétés façonnées par l'État et où la relation à celui-ci reste capitale sur de nombreux plans. Pour le moment il n'existe pas, à notre connaissance, de demande de suppression du mot « *Métropolitain* », car en FOM, le centre et son pouvoir ont une incarnation. On l'appelle « *Méto* » ou « *Zoreil'* » généralement, mais aussi « *Mzungu* » à Mayotte, « *Farani* » ou « *Popa'a* » en Polynésie française, « *Papalagi* » à Wallis. Cet « *expatrié* » cristallise les rancœurs par sa morgue. On est exaspéré par son assurance. On lui reproche de bloquer la promotion sociale de l'autochtone. Il est accusé de prendre les postes de direction qui devraient leur revenir. Il focalise les moqueries sur sa naïveté, tombant souvent dans le piège de l'exotisme.

Les Ultras de l'OM

L'Outre-mer a désormais son gentilé : « *Ultramarin* ». Si « *Ultramarin* » est de longue date un adjectif, comme le démontre l'alexandrin de Rimbaud « *Les cieus Ultramarins aux ardents entonnoirs* » (« *Le Bateau Ivre* », 1871), son usage comme substantif ne s'est diffusé que récemment, comme l'atteste son entrée dans le Larousse illustré en 2009 et dans le Petit Robert en 2012. On peut attribuer cette évolution à la création, en 2007, de la délégation interministérielle à l'égalité des chances des Français d'outre-mer ou à l'arrivée de la Guadeloupéenne Marie-Luce Penchard à la tête du ministère de l'Outre-mer.

L'« *Année des Outre-mer* », en 2011, a renforcé sa généralisation. Mais l'émergence dans les années 1990 de l'adjectif « *Ultramarin* », pour évoquer ce qui est en relation avec l'Outre-mer, est en lien avec la notion d'ultrapériphéricité, terme de la novlangue bruxelloise, mentionnée dans le traité de Maastricht (1992), alors que le traité d'Amsterdam (1997) introduit les régions ultrapériphériques (RUP) dans le corps des traités européens. Ce gentilé fédère-t-il les originaires de l'Outre-mer dans l'Hexagone quand « *Domien* » semble reculer et que « *Tomien* » est rare quoique figurant encore dans Le Petit Larousse, presque vingt ans après la disparition des TOM ! Quelque technocratique et artificiel que soit « *Ultramarin* », se définir comme tel permet d'être reconnu par les pouvoirs publics, un label investi par les associations des originaires d'outre-mer vivant dans l'Hexagone. Son dénigrement permet à ceux restés sur place de revendiquer leur identité locale.



Carte : Superbenjamin, CC BY-SA 4.0 - Wikimedia Commons.

Au paradis des contrefaçons

Le métropocentrisme s'insinue jusque dans la botanique, avec la multiplication des « *fausses plantes* », introduites ou endémiques. En Nouvelle-Calédonie, on peut trouver des faux-mimosas (*Leucaena glauca*), des faux-poivriers (*Schinus terebinthifolius*), des fausses-aubergines (*Solanum torvum*), des faux-ébènes (*Cordia subcordata*), etc. Le préfixe « *faux* » renvoie donc à ce qui est indigène et qui ressemble à une espèce métropolitaine ou qui y est connue. On voit ici la prégnance du modèle central avec ce système de comparaisons dépréciatives. La norme dominante est donc métropolitaine et les plantes locales ne semblent être que des reproductions défectueuses.

Comment faire ?

Comment dépasser ce jeu de miroir entre centre et périphéries ? Comment nommer l'Outre-mer sans un point de vue métropocentré ? « *France du lointain* » est poétique mais n'est pas satisfaisante car cette notion d'éloignement fait également référence à la Métropole. Quant à « *France exotique* », il est encore moins recevable, cantonnant ouvertement l'Outre-mer à une altérité folklorique et ses habitants à des populations primitives ou idéales. Il est en conséquence bien difficile de nommer cette France éparse. Au XVII^e siècle, on avait eu recours à l'astronomie pour la colonisation de la Guyane, qualifiée de « *France équinoxiale* » parce qu'à ces latitudes équatoriales la durée du jour et de la nuit est équivalente tout au long de l'année. Faut-il abandonner « *outre-mer* » et « *Métropole* » ? Que mettre en face de « *France hexagonale* » ? Pourquoi pas la « *France exogonale* » pour évoquer cette France à l'extérieur de l'hexagone. ::

Jean-Christophe Gay

Agrégé de géographie, directeur scientifique de l'Institut du tourisme Côte d'Azur (ITCA), professeur des universités à l'IAE Nice, Unité de Recherches Migrations et Société, IAE Nice - Université Côte d'Azur

UN HÉRITAGE DÉMOGRAPHIQUE ?

Le passé colonial de la France pèse-t-il sur la composition démographique de la France actuelle ? La réponse paraît évidente à beaucoup, avec des intentions d'ailleurs opposées. Certains vont assimiler systématiquement immigration et populations issues des anciennes colonies.

L'extrême droite exploite ce fantasme en théorisant une prétendue « colonisation à l'envers ». D'autres, partant de la même assimilation, vont au contraire voir dans l'exploitation et le rejet des immigrés un simple prolongement du colonialisme. Il convient peut-être d'abord de consulter la réalité, et donc les chiffres.

Concernant la population immigrée en 2022, l'INED publie le tableau ci-contre. En simplifiant (et donc en oubliant l'Indochine), on peut voir que la population issue d'Afrique (du nord et subsaharienne), principale zone coloniale, représente environ 3 millions de personnes, soit un peu moins de la moitié des migrants présents actuellement en France. L'héritage colonial est donc indiscutable dans le domaine démographique. Toutefois, les phénomènes historiques doivent être vus dans leur dynamique. L'INSEE a publié récemment une précieuse étude qui confirme à peu près les données de l'INED, mais les situe dans une perspective historique : « Depuis 50 ans, l'immigration s'est fortement transformée, en dépit de la relative stabilité des principaux pays d'origine des immigrés, et de la recomposition au bénéfice de nouvelles régions du monde – le reste de l'Europe, le reste de l'Afrique et l'Asie (à l'exception de la Turquie). Autrefois alimentée par quelques pays seulement, avec lesquels la France entretenait des liens historiques, l'immigration est désormais beaucoup plus variée dans ses origines, sans que ne se distinguent aussi fortement que par le passé des pays particuliers ».

Une évolution dans l'immigration

Cette évolution, elle se voit si on compare les présents (le « stock », constaté dans le tableau) et les arrivées (le « flux ») : « En 2020, [...], 41 % des immigrés arrivés en France sont nés en Afrique et 32 % sont nés en Europe. Les immigrés arrivés en France en 2020 sont plus souvent nés au Maroc (9,5 %), en Algérie (7,1 %), en Tunisie (4,5 %), en Italie (4,5 %), en Espagne (3,3 %), au Royaume-Uni (3,2 %), en Chine (3,0 %) ou en Roumanie (2,8 %). » Par ailleurs, Chris Beauchemin, chercheur à l'INED, constate la même évolution, cette fois du point de vue du mouvement des migrants : « Dans le classement des principales destinations européennes, la France est en recul : aujourd'hui seconde (OCDE, 2004), elle était la première des-

tinuation en 1993, devant l'Allemagne et la Grande-Bretagne (Robin, 1996). Depuis, de nouvelles destinations ont émergé, notamment au Sud de l'Europe. Cette évolution témoigne de la diversification des trajectoires des migrants subsahariens, qui tendent à délaisser les anciennes destinations privilégiées que constituaient les ex-métropoles coloniales. C'est ce dont témoignent les cas ghanéens et sénégalais : ces populations se dispersent en Europe au lieu de se concentrer presque exclusivement dans les territoires des anciennes puissances coloniales, comme c'était le cas auparavant. »

Il ajoute également, dans la tradition de la célèbre étude « Trajectoires et Origine », dont il est co-auteur, le facteur de mixité des unions au fil des générations, qui gomme progressivement les origines : « Avoir ses quatre grands-parents immigrés est relativement rare, que ce soit parmi les descendants de 3^e génération mineurs (9 %) ou de 18-59 ans (5 %), mais plus fréquent parmi les descendants de 3^e génération originaires du Maghreb (respectivement 19 % et 20 %). La mixité très forte des ascendances à la 3^e génération vient du fait que la 2^e génération est elle-même fréquemment issue de couples mixtes : la moitié n'a qu'un seul parent immigré. La composition, sur plusieurs générations, de ces unions dessine le kaléidoscope des origines et par conséquent de la diversité de la France de demain. » **Laissons-lui cette bien belle conclusion ! ::**

Jean-François Quantin

IMMIGRÉS PAR PAYS DE NAISSANCE EN 2020

Pays de naissance	France Métropolitaine	France entière
Portugal	601 323	601 762
Italie	285 878	286 395
Espagne	244 142	244 774
Autres pays de l'U.E.	612 233	615 106
Autres pays d'Europe	481 957	482 942
Algérie	852 833	853 466
Maroc	802 055	802 806
Tunisie	302 144	302 379
Autres pays d'Afrique	1 071 039	1 090 577
Turquie	243 982	244 034
Autres pays	1 006 258	1 119 456
Ensemble	6 503 843	6 643 698

LES COLONIES sont dans NOS RUES

Toute l'histoire de France s'accumule dans nos villes, dans leurs bâtiments, dans leurs rues, en strates juxtaposées. L'épisode du colonialisme y est massivement présent.



Dans l'architecture elle-même, tout d'abord. Des villes comme Bordeaux, Nantes et bien d'autres ont dû leur prospérité au commerce avec les premières colonies, celles d'Amérique, particulièrement, pour la France.

La bourgeoisie maritime, fière de s'enrichir avec ces échanges mondiaux, dont la traite, construisait de somptueux bureaux ou hôtels particuliers décorés d'éléments évoquant les pays avec lesquels ils commerçaient : de nombreuses façades sont encore aujourd'hui ornées de mascarons représentant des visages typiquement « négroïdes ».

Une « glorieuse colonisation » faite par le fer et par le sang

La seconde colonisation, celle des conquêtes territoriales en Afrique et en Asie dans la seconde moitié du 19^e siècle, a eu ses héros, militaires bien sûr. La troisième république a naturellement honoré ces conquérants qui agrandissaient la France. La ville de Limoges donnait à son artère principale de nom de Cours Bugeaud, ce bourreau de l'Algérie qui était natif du Limousin.

Le grand lycée de Lille devenait le lycée Faidherbe, en l'honneur de ce conquérant et gouverneur du Sénégal. Il porte toujours ce nom.

Un passé colonial omniprésent

Les exemples seraient innombrables. Les villes de France qui n'auraient pas, dans leurs murs, leurs rues ou leurs statues et plaques commémoratives une trace de ce passé colonial de la France sont sans doute rares. Des lieux privés portent également les stigmates de cette période.

Fronton de maison à Bordeaux.



LES COLONIES sont dans NOS RUES

suite et fin de la page 15

À Paris, l'existence d'un commerce « Au nègre joyeux » a fait polémique et a même donné lieu à un procès.

L'histoire décoloniale sort de l'ombre

La décolonisation aussi commence à être présente dans nos rues. Le MRAP a contribué à baptiser des rues Maurice et Josette Audin. De nombreuses villes de France ont une place ou une rue du 19 mars 1962. C'est le cas de la ville de Toul, qui a également et paradoxalement une avenue Bigeard, dont c'est la ville natale.

Un passé très présent dans l'espace public

Cela pose en quelque sorte le débat légitime qui a lieu depuis quelques années sur ce que l'on peut faire de ce passé si présent dans notre espace public. Ce débat parcourt le mouvement anticolonial et plus généralement anti raciste (il concerne également l'esclavage).

Un passé complexe difficile à appréhender

Une prise de conscience de l'omniprésence de ce passé colonial a conduit certains à demander tout simplement son effacement, par la disparition de l'espace public de tout ce qui évoque ce passé tragique : les noms des conquérants attribués à des rues et des bâtiments, les statues et autres plaques commémoratives d'épisodes coloniaux, traces d'une époque jadis glorieuse, désormais honteuse.

Par son ampleur, ce projet de « débouloonnage » généralisé semble illusoire, surtout que, au-delà de quelques cas emblématiques, beaucoup d'autres sont plus complexes et controversés.

Une stratégie d'effacement à double tranchant

Enfin cette stratégie aurait pour effet paradoxal de rendre invisible ce passé, de le gommer de notre environnement historique.

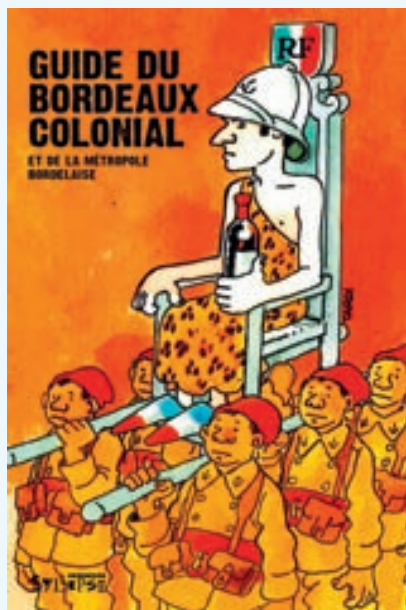
Le MRAP laisse à ses comités l'opportunité de militer pour une diversité de solutions à voir en fonction des opportunités locales et de ce qui peut être fait dans la concertation et le dialogue avec les élus. L'objectif final est, en tout état de cause, la prise de conscience par le plus grand nombre de ce passé colonial et de sa présence dans notre histoire et dans notre présent.

Une des possibilités parfois mise en oeuvre est l'accompagnement

de ces lieux et de ces noms par un appareil pédagogique accompagnateur, qui sous diverses formes est capable d'instruire le grand public sur la face sombre de ce passé.

C'est le sens du travail entrepris par certains militants. Un *Guide du Bordeaux colonial* ne vient-il pas d'être publié ? ::

Jean-François Quantin



PIERRE AUDIN

EN PREMIÈRE LIGNE

face aux séquelles du colonialisme en France et en Algérie

Pierre Audin, fils de Josette et Maurice Audin, est décédé le 28 mai 2023. Le MRAP lui a consacré un communiqué titré : **Décès de Pierre Audin : la lutte pour la vérité et pour la solidarité entre les peuples français et algérien perd un grand combattant** : <https://mrap.fr/deces-de-pierre-audin-la-lutte-pour-la-verite-et-pour-la-solidarite-entre-les-peuples-francais-et-algerien-perd-un.html>

Pierre Audin n'avait que quelques semaines quand, le 11 juin 1957, son père, mathématicien à l'université d'Alger et membre du Parti Communiste Algérien, avait été arrêté, puis torturé à mort par les forces françaises réprimant les combattants pour l'indépendance de l'Algérie, au paroxysme de ce qu'on a appelé « La bataille d'Alger ».

Après le décès de Pierre, ses combats ont été honorés publiquement à la fois lors de ses obsèques le 2 juin et lors de la commémoration organisée chaque année le 11 juin par l'Association Josette et Maurice Audin (AJMA, « association amie » du MRAP) devant le cénotaphe à la mémoire de Maurice Audin au cimetière du Père Lachaise à Paris. Des vidéos de ces deux cérémonies ont été réalisées par le cinéaste François Demerliac, à qui on doit le film *Maurice Audin, la disparition* (2010) et de nombreux documents filmés sur les activités de l'AJMA. On peut obtenir ces deux vidéos, ainsi que d'autres éléments relatifs à ces hommages, par le lien (sur le site du comité local du MRAP de Nanterre) :

<https://nanterre.mrap.fr/spip.php?article5>

L'homme aux trois patries

Le 2 juin, devant la tombe de Pierre Audin, Cédric Villani, président de l'AJMA, a commencé son allocution par ces mots : « *Pierre Audin avait trois patries : la France, l'Algérie et la mathématique* ».



Pierre Audin à côté de la photo de ses parents lors de l'inauguration du collège Josette et Maurice Audin à Vitry-sur-Seine, le 12 octobre 2019
Photo : LP/Denis Courtine

La France et l'Algérie : Pierre Audin, né à Alger, mais élevé à Argenteuil où sa mère était venue s'installer comme professeure de mathématiques, et dont les parents et les grands-parents eux-mêmes ont vécu en Algérie, avait pour espoir et pour volonté de voir la France et l'Algérie être pleinement des nations amies, par delà les plaies héritées de la période coloniale.

Son engagement de longue date, au côté de sa mère jusqu'au décès de celle-ci en 2019, avait en particulier cette signification : vivre lui-même cette double appartenance.

C'est pourquoi il n'a eu de cesse d'obtenir la nationalité algérienne ; il avait enfin pu étrenner un passeport algérien tout neuf quand il a participé, en mai et juin 2022, un an avant son décès, à la mission en Algérie organisée par l'AJMA, ce qui lui a permis de proclamer là-bas : « *Je suis ici chez moi* ».

Une reconnaissance des faits tardive et partielle de la part de l'État français

Mais les faits sont têtus. Des séquelles du colonialisme subsistent, auxquelles Pierre s'est affronté. Comment qualifier autrement le fait que, après un long temps de refus absolu, ce n'est que par petites bribes que les autorités françaises ont reconnu la responsabilité de l'armée, puis de l'État, dans le système répressif qui a causé la mort atroce de Maurice Audin, et ce jusqu'à la visite du Président Macron à Josette Audin en septembre 2018. Pourquoi ces réticences ? S'agissait-il de ménager d'anciens responsables militaires et politiques et ceux qui défendent encore leurs agissements ? Ou bien voulait-on s'assurer la bienveillance de certains pieds-noirs et descendants de pieds-noirs nostalgiques, tel le député RN José Gonzalez dont le scandaleux discours à la session d'ouverture

PIERRE AUDIN EN PREMIÈRE LIGNE

suite et fin de la page 17

de l'actuelle session de l'Assemblée Nationale a suscité des réactions d'indignation, dont celle de Pierre au sein de l'AJMA ? Au-delà de classiques postures de restriction à la consultation d'archives, supposées porteuses de « révélations » gênantes pour l'État, les obstacles mis à la consultation de documents relatifs aux crimes coloniaux sont légion, et perdurent même si des progrès ont été réalisés.

À côté de tout ce qui touche à la recherche de preuves et de témoignages au sujet des milliers de disparus parmi les combattants pour l'indépendance de l'Algérie, la reconnaissance d'autres crimes commis par la puissance coloniale française fait partie des buts du collectif *Secret défense, un enjeu démocratique* dont fait partie l'AJMA (qu'on songe par exemple au massacre de Thiaroye au Sénégal en 1944). Pierre était présent sur tous ces fronts, comme en ont témoigné les nombreux messages adressés après sa mort par d'autres associations parties prenantes à ce collectif. Et l'auteur de ces lignes se souvient avec émotion que la dernière occasion où il a rencontré Pierre Audin (à part des visio-réunions ultérieures) fut, le 5 septembre 2022, le *Colloque sur l'accès aux archives et le secret défense*, organisé au Sénat par le Réseau national d'actions des archivistes (RN2A), le Collectif Secret défense, le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH) et *Les cahiers d'Histoire*. C'est peu après ce colloque que Pierre devait annoncer aux membres du

« collectif d'animation » de l'AJMA le mal dont il était frappé et qui devait l'emporter quelques mois plus tard.

Mais c'est aussi en termes de conséquences néfastes du colonialisme que l'on doit pour une part analyser les difficultés connues par des États issus d'anciens empires coloniaux à parvenir à mettre en place des régimes respectueux des droits de leurs peuples. L'AJMA est ici directement concernée. Elle est dans l'obligation de maintenir avec les autorités algériennes les contacts indispensables pour permettre son action mais elle se doit aussi de manifester sa sympathie pour celles et ceux qui, sur place, s'engagent pour une Algérie libre et démocratique.

Pierre avait là un rôle emblématique, comme en ont témoigné, lors de ses obsèques, à la fois la présence de l'ambassadeur d'Algérie en France et la lecture d'une lettre venue d'Algérie le remerciant pour sa position face au Hirak et son engagement de soutien à celles et ceux qui tâchent encore d'en maintenir l'esprit malgré les durcissements en cours. Est aussi révélatrice à cet égard la masse d'articles que son décès a suscités dans la presse algérienne, en particulier les organes qui s'efforcent de conserver leur indépendance d'esprit, et qu'on peut consulter grâce à la revue de presse qui figure dans le dossier consacré à Pierre Audin sur le site internet *Histoire coloniale et post coloniale* : <https://histoirecoloniale.net/Pierre-Au->

[din-fils-de-Maurice-et-Josette-Audin-est-decede.html](https://histoirecoloniale.net/Pierre-Au-din-fils-de-Maurice-et-Josette-Audin-est-decede.html)

Quant au versant mathématique de la vie de Pierre, il s'y est engagé avec la même générosité que dans tous ses autres champs d'action, comme le montre son choix de carrière, au sein du département Mathématiques du Palais de la Découverte, tourné vers la diffusion d'une culture mathématique pour tous, mais aussi son investissement constant dans l'association « Maths en jeans », qu'il a contribué à créer et qui vise à susciter chez les jeunes, où qu'ils se trouvent, le goût et la joie de « faire des maths ». Rien d'étonnant alors à ce que l'amour de Pierre pour cette « troisième patrie », selon les mots de Cédric Villani, soit intimement lié à celui pour les deux autres, comme on peut le voir à travers son rôle pour le fonctionnement du « prix Maurice Audin de Mathématiques », dont la vocation est de récompenser simultanément de jeunes chercheurs français et algériens, ou son rôle dans l'élaboration du contenu de la mission du printemps 2022 en Algérie, où furent présentées des conférences à la fois en histoire et en mathématiques.

Merci, Pierre, pour cette vie si riche au service des idéaux que tu as pleinement partagés avec notre Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les peuples. ::

Jean-Pierre Raoult,
MRAP (comité local de Nanterre)
et Association Josette et Maurice Audin
(équipe d'animation)

Très riche ouvrage de Denis Cogneau :
Un empire bon marché : histoire et économie politique de la colonisation française, XIX^e-XXI^e siècle (Seuil 2023)

Ce livre est présenté dans le numéro de mars 2023 de la revue *Alternatives économiques*, sous forme d'un entretien avec l'auteur dont voici l'introduction : L'ouvrage que vient de publier l'économiste Denis Cogneau est le résultat de quinze années



d'enquête économique et statistique sur la colonisation française. Un livre d'histoire économique sur une période dont nous vivons encore les répercussions aujourd'hui. En plus de la somme d'informations offerte, l'intérêt de l'ouvrage tient au fait qu'il remet complètement en cause le célèbre travail de Jacques Marseille (*Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Albin Michel, 1984). Là où Jacques Marseille

décrit le fardeau financier que faisaient porter les colonies à la France, Denis Cogneau montre que la France a bénéficié pendant un siècle d'un empire qui lui a peu coûté. **La version intégrale de cet article est disponible sur :** <https://nanterre.mrap.fr/spip.php?article4>
Voir aussi : <https://histoirecoloniale.net/Un-empire-bon-marche-par-Denis-Cogneau-detruit-la-these-ancienne-de-Jacques.html> ::

Information transmise par
Jean-Pierre Raoult

POUR LA CRÉATION D'UN MUSÉE NATIONAL de l'histoire du colonialisme (**toujours et encore.!**)

Cela fait maintenant exactement deux ans que nous avons écrit au Président de la République pour demander la création d'un musée national de l'histoire du colonialisme.

<https://mrapp.fr/lettre-au-president-de-la-republique-pour-la-creation-d-un-musee-national-de-l-histoire-du-colonialisme-958.html>

Depuis, du côté des autorités, un lapidaire accusé de réception, et du côté de la société civile, une réelle difficulté à acter et porter la nécessité et l'urgence de l'initiative, malgré les demandes diverses et éparses qui se multiplient de la part d'historiens, d'associations ou de personnalités.

Pour notre part, vous pouvez retrouver le descriptif de nos diverses initiatives sur notre site au lien suivant : <https://mrapp.fr/-campagne-pour-la-creation-d-un-musee-national-de-l-histoire-du-colonialisme-.html>

Et nous continuons surtout à travailler à la **réalisation d'un exposition temporaire présentant le pourquoi et le comment d'un tel musée**, une exposition qui sera proposée à toutes les structures associatives ou territoriales qui voudront bien la diffuser pour servir d'appui à l'élargissement et au renforcement du débat sur cette nécessité, et les conditions de sa mise en forme.

Le pourquoi : les raisons ont déjà été largement développées dans la lettre au Président citée plus haut.

Elles ont également été reprises dans le texte que le site Histoirecoloniale.net a bien voulu reproduire : <https://histoirecoloniale.net/Une-reflexion-sur-le-besoin-en-France-d-un-musee-national-de-l-histoire-du.html>



Claude Truong-Ngoc,
CC BY-SA 3.0 -
Wikimedia Commons

Rappelons les principales lignes forces :

- **Conjurer un passé qui ne passe toujours pas**, dépasser une lecture mythique ou partisane.
- **Déconstruire ce qui a été construit par la « science »**, la publicité ou le divertissement, que l'on retrouve dans les préjugés racistes d'aujourd'hui.
- **Ajouter enfin un lieu mémoriel essentiel** dans son aspect éducatif sur cette période historique française.

Et l'actualité tourmentée de ce début d'été 2023 confirme l'urgence de cette adresse par laquelle nous concluons notre lettre au Président de la République :

« Nous nous adressons solennellement à vous pour que vous lanciez ce chantier qui doit contribuer à renforcer la lutte contre le racisme, aider à « vivre ensemble », et à « faire société et république » »

Le comment : même si le choix du lieu n'est pas la première urgence, et le débat largement ouvert, il en est un, le Palais de la Porte Dorée à Paris, qui, de l'aveu même de son ancien directeur général, aujourd'hui ministre, M Pap Ndiaye, « est un lieu parfait pour parler de colonisation » (*Le Monde*, 19/3/21).

Nous développons dans un autre article du dossier son histoire et son actualité. ::

Jacques Vénuleth

SOIRÉE-DÉBAT À LA SORBONNE

sur la montée de l'extrême-droite dans le monde

Récemment, les revues *Recherches internationales* et *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, qui ont toutes les deux publié récemment des numéros consacrés à l'extrême-droite, ont organisé à la Sorbonne une soirée-débat portant sur le dangereux essor de l'extrême-droite dans le monde.



Les intervenants de la soirée-débat.

États-Unis, Brésil, Inde, Allemagne, Autriche, Italie, Hongrie, Pologne, France, Grèce, Israël, Suède...

Aux quatre coins du monde, l'extrême-droite effectue une ascension inquiétante. Elle véhicule des idées réactionnaires et mortifères : xénophobie, racisme, criminalisation des réfugiés et migrants... Et elle porte en germe la violence et la guerre.

Face à ce phénomène et au danger qu'il porte en germe, cette soirée, qui a attiré plus de 70 personnes, a été l'occasion de réfléchir et de débattre pour analyser les enjeux et tenter de trouver des solutions possibles afin de remettre sur le devant de la scène les forces progressistes.

Cette table-ronde a réuni plusieurs spécialistes de différents pays pour confronter les points de vue dans un



esprit constructif. La séance, présidée par Chloé Maurel, docteure en histoire, rédactrice en chef de la revue *Recherches internationales*, a fait intervenir Michel Rogalski, économiste, directeur de la même revue ; Pierre Guerlain, professeur émérite à l'université Paris-Nanterre, spécialiste des États-Unis ; Grégoire Le Quang, historien, maître de conférences à l'ICP ; Silvia Capanema, maîtresse de conférences à l'université Sorbonne-Paris Nord, spécialiste du Brésil ; Roger Martelli, historien et militant ; et Alain Rouy, agrégé d'allemand, secrétaire national du Mouvement de la Paix, spécialiste de l'Allemagne.

Les intervenants ont affirmé leur préoccupation au sujet de la banalisation de l'extrême-droite, notamment dans les médias (BFM, CNews) et sur les réseaux sociaux, son renforcement du fait de l'abstention croissante aux élections, et du sentiment de déclassement social vécu par une population qui souffre de la crise et se paupérise.

Ils ont souligné les valeurs réactionnaires de l'extrême-droite, qu'elle soit portée par D. Trump aux États-Unis, G. Meloni en Italie, ou V. Orban en Hongrie : valorisation de l'inégalité, traditionalisme, misogynie, tendance au complotisme, rhétorique identitaire et raciste, collusion avec les intérêts du néolibéralisme et du grand capital sous des apparences populaires, division de la société en groupes et clans qu'elle monte les uns contre les autres...

Les gouvernements d'extrême-droite construisent des murs, des clôtures, et criminalisent les réfugiés et migrants, causant des violences et des morts.

Le public, nombreux à intervenir, a exprimé des idées intéressantes : liens de l'extrême-droite avec les valeurs patriarcales, et métamorphoses de l'extrême-droite pour apparaître sous un jour moderne afin de toucher la jeunesse.

Plus que jamais, les associations telles le Mouvement de la Paix ont un rôle crucial à jouer pour rassembler les forces progressistes et lutter contre le danger toujours présent de fascisme. ❖

Chloé Maurel,
membre du comité d'honneur du MRAP

SAINT-BRÉVIN, VILLE D'ACCUEIL de migrants

En 2016, le gouvernement décide de « démanteler la Jungle de Calais ». C'est le début d'un nouvel exode pour les migrants, dont certains trouveront refuge à Saint-Brévin-les-pins, en Loire-Atlantique.



De la jungle de Calais à Saint-Brévin

Saint-Brévin – habituée à accueillir des milliers de touristes tout l'été – voit arriver 47 migrants le 24 octobre 2016. Ils sont accueillis dans un Centre d'accueil et d'orientation (CAO) créé dans un centre de vacances du CCAS d'EDF-GDF, transformé par la suite en centre d'Hébergement d'urgence pour demandeur d'asile (HUDA).

Cette arrivée se heurte à l'opposition de certains habitants : manifestations d'ostracisme, propos xénophobes, actes violents (des coups de feu sont tirés sur le CCAS).

Le CBAS (Collectif de Brévinnois Atterrés et Solidaires, devenus Attentifs) se constitue et mène des actions pour combattre les discriminations, organiser la solidarité et faciliter l'accueil et l'accompagnement.

Outre les 47, en 2018, une centaine de migrants en provenance de Nantes bénéficient aussi de l'aide aux transports, d'activités sportives, de vélos, d'activités culturelles, d'une aide à la recherche d'emploi... Depuis 2016, près de quatre cents

personnes ont été accueillies sans heurts et avec le soutien de nombreux habitants.

Création d'un CADA

En 2022, l'État annonce la transformation administrative de la structure d'accueil en Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA) à compter du 1^{er} janvier 2023 et son déplacement, après travaux, avenue de la Pierre Attelée.

L'extrême droite (Reconquête ! et le RN), s'appuyant sur un « Collectif de préservation de la Pierre Attelée » manœuvre : le

15 octobre une quarantaine de personnes manifestent contre le CADA.

Le même jour une centaine de contre-manifestants rappellent que la France doit être une terre d'accueil.

Le 11 décembre l'extrême droite appelle de nouveau à manifester. Cette fois la riposte est plus large : **à l'appel du CBAS, 400 personnes se mobilisent pour faire échec à tous ceux qui veulent répandre la haine et la xénophobie** dans le contexte national de préparation d'une « nouvelle » loi sur l'immigration et d'un ministre de l'Intérieur qui demande aux préfets de « veiller à rendre la vie impossible » aux personnes sous OQTF.

Le contexte, c'est aussi les attaques de l'extrême-droite et notamment de Reconquête ! contre le maire de Callac (Côtes d'Armor) qui sera contraint de renoncer à son projet d'accueil de familles de réfugiés.

La situation se tend encore avec la distribution, fin janvier-début février 2023, d'un tract du « Collectif de préservation de la Pierre Attelée » appelant directement à la discrimination et à la haine et assimilant les migrants à des délinquants. Le comité de Saint-Nazaire du MRAP et la LDH portent plainte.

Oui à la fraternité

Le 25 février – fort de son succès à Callac – Reconquête ! (le RN s'est retiré) appelle de nouveau à manifester. Ils seront environ 200 venus de tout l'Ouest. Le même jour, 1300 personnes se rassemblent à l'appel du CBAS et d'une trentaine de collectifs, associations, syndicats et partis dont le MRAP national et ses comités d'Ille-et-



SAINT-BRÉVIN, VILLE D'ACCUEIL de migrants

suite et fin de la page 21



Vilaine et de Loire-Atlantique pour dire « *Oui à la fraternité [et] combattre les mensonges, le racisme et les préjugés* » et affirmer leur solidarité avec le maire et le conseil municipal, victimes d'insultes et d'intimidations.

Dans son intervention, le MRAP dénonce le funeste projet de rejet de tout ce qui est « Autre », les fantasmes identitaires de « grand remplacement ». Il salue et soutient les efforts pour accueillir dignement des réfugiés. Il appelle toutes les institutions de l'État à soutenir ceux qui doivent faire face aux pressions exercées par les tenants d'une haine xénophobe.

Un incendie criminel

Le 22 mars 2023, un incendie criminel endommage gravement le domicile de M. Morez, le maire de Saint-Brévin et détruit totalement ses deux véhicules... La piste criminelle est évidente. Les véritables responsables de cet attentat sont tous ceux qui, depuis des mois et des années incitent à la haine. Les dénégations de *Reconquête !* et *Riposte Laïque* ne peuvent les dédouaner. Mais le silence de l'État et des responsables politiques, leur absence de soutien à M. Morez, malgré les nombreuses alertes des élus locaux, associations et syndicats sont assourdissants ! Devant l'inaction et l'absence de soutien de l'État et notamment du Préfet, le maire annonce sa démission le mardi 9 mai.

Cela devient alors l'affaire de Saint-Brévin, emblématique des difficultés des élus locaux. La presse nationale s'en empare. L'Assemblée nationale rend hommage à M. Morez. Le Sénat l'auditionnera. Le 11 mai, à l'initiative de Mme Rolland, maire

de Nantes et avec l'accord de M. Morez, une manifestation de soutien aux élus de la République est organisée.

Derrière un premier rang d'écharpes tricolores, les soutiens aux migrants et les défenseurs des droits humains sont très nombreux (1500 manifestants).

Mais les associations n'ont pas droit à la parole – pas même le CBAS -, les migrants et réfugiés sont ignorés. Il reste beaucoup à faire pour qu'enfin soit reconnu que « *Tous les Hommes naissent et demeurent libres et égaux en dignité et en droits* » (Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, article 1).

En finir avec les menaces de l'extrême droite

Il faut pourtant en finir avec les menaces et les violences de l'extrême-droite. Les professionnels de la peur qui se sont manifestés à Saint-Brévin, à Callac et ailleurs

s'autorisent toutes les dérives démagogiques et identitaires. Des associations comme Utopia56 sont harcelées alors qu'elles bataillent pour faire reconnaître le droit à l'hébergement des plus vulnérables.

Les idées d'extrême droite prospèrent dans notre société minée par les inégalités et la précarité. Leur reprise et leur banalisation taraudent toutes les couches de notre société ; leur audience est un danger pour les principes républicains de liberté, d'égalité, de solidarité et pour la République elle-même. Il est urgent et vital que les politiques publiques assurent la cohésion du corps social tout entier. Les débats déjà engagés autour du projet de loi « Pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif » annoncent encore plus de rejet et de répression.

Toutes les institutions de l'État doivent être mobilisées pour accueillir les exilés et non les rejeter.

Les moyens nécessaires doivent être dégagés pour soutenir les associations et les réseaux de solidarité locaux ou nationaux, pour proposer un hébergement à chacun, pour permettre l'ouverture rapide des droits, pour assurer l'insertion sociale, la protection des mineurs non accompagnés et la scolarisation rapide de tous les enfants.

Cet accueil doit être un projet partagé dans un esprit de concorde et de solidarité, pour le respect des droits des migrants. ::

Les comités MRAP de Loire-Atlantique



J'ADHÈRE AU MRAP

Ma cotisation annuelle est déterminée par mes revenus mensuels selon le barème ci-dessous :

Moins de 700 € /mois	<input type="checkbox"/> 20 €	De 1700 à 2199 € /mois	<input type="checkbox"/> 80 €	Adhésion de soutien €
De 700 € à 1199 € /mois	<input type="checkbox"/> 40 €	De 2 200 € à 2999 € /mois	<input type="checkbox"/> 108 €	
De 1200 à 1699 € /mois	<input type="checkbox"/> 60 €	De 3000 € à 3500 € /mois	<input type="checkbox"/> 128 €	

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone

Courriel

Date de naissance : / /

Signature Date

JE SOUTIENS LE MRAP et son combat contre le racisme

Nom Prénom

Organisme ou Entreprise

Adresse

Code postal Ville

Téléphone **MONTANT DU SOUTIEN** €

ABONNEMENT Differences

Nom Prénom

Organisme ou Entreprise

Adresse

Code postal Ville

Téléphone

Période d'abonnement **UN AN « Particuliers et Collectivités »** 24 €

UN AN « Étranger et DOM-TOM » 35 €

Vous pouvez également nous soutenir, vous abonner et adhérer sur le site du MRAP : www.mrap.fr

Merci de libeller votre chèque à l'ordre du **MRAP**,
43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

 adhesions@mrap.fr  01.53.38.99.86



CONSOLÉE

Beata Umubyeyi
Mairesse,

Éditions Autrement, 2022

Le roman nous fait suivre une enfant et deux femmes : Consolée enfant métisse vit en 1954 au Rwanda sous domination belge ; Astrida réside dans un EPHAD de la région bordelaise en 2019, de plus en plus isolée par les progrès de la maladie ; Ramata, la cinquantaine, française née au Sénégal la rencontre à l'occasion d'un stage d'arthérapeute qu'elle effectue pour achever la reconversion professionnelle qu'elle a engagée suite à un burn-out.

Peu à peu, nous allons découvrir le destin particulier de Consolée, qui l'a conduite d'un village rwandais jusqu'à l'EPHAD malnommé « *Les Oiseaux* » où, s'agissant d'oiseaux, ne survivent que trois malheureuses perruches.

Consolée, élevée par sa mère apprend beaucoup de son grand-père aveugle sur la nature qui les entoure. Mais l'enfant métisse n'est pas tolérée par ses oncles qui la conduisent à « l'orphelinat » de Save. Cet établissement accueille des enfants « mulâtres » arrachés à leurs familles en raison de leur métissage. À

l'indépendance du pays, plusieurs centaines d'entre eux seront transportés en Belgique où des familles les adopteront. Consolée, devenue Astrida à Save aura alors un patronyme européen.

Ramata s'est efforcée jusque-là à l'assimilation. Elève brillante, elle deviendra cadre dans une grande collectivité, se conformant strictement à ce que l'on attend d'elle. À toujours éviter de se distinguer, elle craquera. Pour sa reconversion professionnelle elle choisit donc d'être thérapeute et la rencontre avec Astrida qui a perdu l'usage du français et ne s'exprime plus que dans une langue étrange et étrangère aux oreilles de son environnement la bouleverse.

Alors que la directrice de l'EPHAD tente de la dissuader de s'intéresser plus particulièrement à cette résidente qu'il faudrait traiter comme les autres, Ramata développe une complicité avec Claude, jeune psychologue canadienne, référente de l'EPHAD. Elles deux vont mener une véritable enquête et grâce à l'association des anciens de Save, élucider le parcours d'Astrida qui par le mariage a acquis la nationalité française et un nom à consonance grecque.

Le roman est donc l'occasion de faire connaître la pratique qui a eu cours au XX^e siècle dans les colonies belges, celle de l'enlèvement des enfants métis à leurs familles pour les regrouper dans des

« orphelinats » gérés par des églises. De telles pratiques auraient aussi existé dans les colonies françaises¹. Ces enfants de pères européens sont généralement issus de concubinage ou de viols ; leur couleur de peau les expose aux regards de tous, d'où la volonté des deux communautés de les cacher.

Le personnage de Ramata, immigrée de religion musulmane qui se fait violence pour être acceptée par « La France » et les réactions des membres de sa famille permettent aussi à l'auteur de traiter des façons de vivre l'immigration, des injonctions sociales faites aux immigrés et à leurs descendants, et de la transmission des cultures. Aborder ces sujets sérieux n'empêche pas ce très beau texte d'être empreint de poésie et d'humanité. ❧

¹ Par exemple à l'orphelinat de Bingerville (Côte-d'Ivoire), surnommé le « foyer des métis ». « On allait les chercher dans les villages. Dès qu'on en voyait un, on envoyait les gardes coloniaux le récupérer et l'emmener à Bingerville », explique le général Edouard Assamoua, auteur du livre *De la maison des métis aux orphelinats de Bingerville et Grand Bassam de 1903 à 2018* (Éd. Bala) (vu sur le site *caminteresse*, 29 mars 2023).



TOUS ENSEMBLE on fait changer le monde.

Rebecca June pour le texte
espagnol, traduction
de Corinne Giardi,
dessins de Ximo Abadia

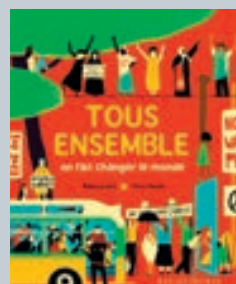
Éd. Rue du monde, 2022

Fidèle à leur habitude, les éditions « Rue du monde » proposent aux enfants de 8 à 12 ans un livre magnifique et engagé présentant treize mobilisations collectives dans tous les continents, de 1907 à 2020, qui ont le plus souvent apporté des changements concrets.

Manifestations, marches, boycott, désobéissance civile... les modalités d'action

sont variables mais toutes celles qui sont choisies ont été non violentes. Dans plusieurs des récits, le rôle des femmes a été prépondérant.

Combats écologiques, luttes pour la démocratie, la libération du joug colonial, la paix... les thèmes sont variés et tous essentiels. Deux des treize mouvements présentés abordent la lutte contre le racisme : le boycott des bus de Montgomery et le mouvement « *Black Lives Matter* ». À la différence de bien d'autres ouvrages qui mettent en exergue les personnalités, le livre insiste donc sur les mobilisations collectives sans en effacer les acteurs et actrices. Chaque sujet est traité en quatre pages, la feuille



médiane présentant une découpe comme perspective sur le débouché de l'action ou à l'inverse comme rappel de la situation antérieure. Les dessins magnifiques et colorés illustrent un texte simple au contenu exigeant.

L'introduction et la conclusion invitent à réfléchir sur ce qui a permis de faire bouger les choses, à s'intéresser aux actions qui n'ont pu être abordées dans le livre et dont « il faudrait parler » et « encouragent à ne jamais désespérer ».

Un très beau livre à utiliser dans nos rencontres avec les plus jeunes, ou à offrir simplement aux nouvelles générations. ❧